

## Zoom sur ...

### ...les 25 ans de l'UEMOA, bilan et perspectives

Créée le 10 janvier 1994 à Dakar, l'Union économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est composée de 8 pays : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo qui partagent la même monnaie : le Franc CFA.

#### ❖ **Convergence macroéconomique : des grands progrès attendus à l'horizon 2019**

L'horizon de convergence initialement fixé au 31 décembre 2002 a connu des reports successifs à 2005 puis à 2008. A cet effet, un nouveau Pacte a été adopté par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement le 19 janvier 2015, qui propose cinq critères de convergence visant essentiellement à contribuer au respect du critère clé d'un déficit public de 3% du PIB :

#### Critères de premier rang :

1. Déficit budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal (critère clé) : inférieur ou égal à 3% à l'horizon de convergence **fixé au 31 décembre 2019** ;
2. Taux d'inflation annuel moyen : maintenu à 3% au maximum par an ;
3. Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal : inférieur ou égal à 70% à l'horizon de convergence.

#### Critères de second rang :

1. Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales : inférieur ou égal à 35% à l'horizon de convergence ;
2. Taux de pression fiscale: égal ou supérieur à 20% à l'horizon de convergence.

Si en 2018, selon le FMI, seule la Guinée-Bissau (-2,6%) était en dessous de la norme clé pour le déficit budgétaire, en 2019, tous les pays sauf le Niger (-3,8%) devraient respecter le critère : Bénin (2,4%), Burkina Faso (-3%), Côte d'Ivoire (-3%), Guinée-Bissau (-2%), Mali (-3%), Sénégal (-3%) et Togo (-0,1%).

#### ❖ **Marché commun : une libre circulation des personnes et des biens toujours imparfaite**

Selon le Président de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, Alassane Ouattara, si des progrès ont été accomplis, de nombreux défis restent à relever, en témoigne le **faible taux des échanges intracommunautaires dans l'Union (16,1% du total des échanges en 2018 contre 9,6% en 1996)**.

**La Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les principaux fournisseurs intra régionaux**, avec respectivement 36,9% et 21,6% des exportations totales en 2017. **Le Mali et le Burkina Faso occupent respectivement la première et la deuxième places des importateurs intra-communautaires**, avec respectivement 32% et 23% des approvisionnements. **Les produits pétroliers sont au premier rang des transactions intra-UEMOA**, avec une part de plus de 40,3% des produits échangés.

Une évolution lente qui, selon le Président ivoirien, s'expliquerait par plusieurs raisons :

- **la structure du commerce** : marquée par une homogénéité des biens et services échangés dans cet espace ;
- **des nombreux contrôles sur les corridors**, des prélèvements illicites et autres faux frais, des longs délais pour le transport des marchandises ;
- **des distorsions en matière de concurrence** et en particulier, des difficultés pour certaines entreprises à avoir accès aux marchés, notamment publics, de certains pays de l'Union.

En 2018	1er Rang			2nd Rang	
	Déficit < 3%	Inflation < 3%	Dette < 70%	Masse salariale < 35%	Pression fiscale > 20%
Bénin	-4,7%	1,0%	56,8%	48,6%	13,4%
Burkina Faso	-5,0%	2,0%	41,2%	53,3%	17,8%
Côte d'Ivoire	-3,8%	1,7%	48,8%	41,4%	16,5%
Guinée-Bissau	-2,6%	2,0%	55,3%	38,2%	11,4%
Mali	-3,3%	2,0%	36,9%	36,4%	14,8%
Niger	-5,9%	3,3%	46,3%	36,1%	14,9%
Sénégal	-3,5%	0,7%	50,4%	33,7%	18,7%
Togo	-3,2%	0,7%	75,7%	39,4%	17,4%

### **La Guinée-Bissau et le Sénégal signent un accord de pêche pour 2 ans**

[Les deux pays ont signé le 15 janvier un nouvel accord de pêche pour deux ans selon l'application de la convention de 1978.](#) Il permettra aux pêcheurs artisanaux et industriels du Sénégal d'accéder aux eaux territoriales de la Guinée Bissau. Il renforcera la coopération bilatérale et visera à la gestion durable des ressources halieutiques, l'amélioration de la connaissance et des moyens pour le suivi et le contrôle mais aussi l'évaluation des stocks et de la qualité sanitaire des prises. [Il devrait favoriser l'intensification des actions de lutte contre la pêche illicite et non règlementée.](#) Pour rappel, les zones économiques exclusives sont de 159 00 km<sup>2</sup> et 105 000 km<sup>2</sup>, respectivement pour la Guinée-Bissau et le Sénégal.

## BENIN

---

### **L'opérateur public ATOUT France sélectionné pour la réalisation d'un master plan en matière d'offre touristique**

Dans le cadre de la valorisation du potentiel touristique du Bénin autour des villes de Ouidah, Allada, Porto-Novo et Abomey, l'Etat béninois a sélectionné l'opérateur public ATOUT France pour la réalisation d'un master plan d'aménagement. Il sera question de (i) recenser les liens historiques et touristiques entre ces pôles, (ii) effectuer un relevé des éléments distinctifs et des héritages socio-historiques de chaque ville, (iii) réaliser un diagnostic croisé de l'existant et des enjeux territoriaux pour lister notamment les opportunités pouvant conduire à des projets, (iv) analyser les opportunités commerciales pour développer une offre hôtelier/hébergements touristiques et enfin (v) identifier les activités génératrices de revenus pour les populations locales.

## BURKINA FASO

---

### **Succès du recouvrement fiscal en ligne**

La direction générale des Impôts a effectué sa rentrée fiscale en annonçant 746 Mds FCFA (1 137 M EUR) de recettes fiscales en 2018, soit un taux de recouvrement de 98,7% contre 93,4% en 2017. Pour 2019, l'État s'est fixé pour objectif le montant de 859 Mds FCFA (1 309 M EUR) en instituant notamment de nouvelles taxes, notamment sur les véhicules à moteur (4 roues à usage personnel), sur les maquis et bars ou encore sur les armes des particuliers. Les taxes sur les boissons non alcoolisées et les produits cosmétiques passent de 10 à 15%. L'année 2019 verra également la mise en place du cadastre fiscal et de la possibilité d'acquiescement, pour tous les contribuables, de leurs obligations fiscales en ligne sur le portail de télé-procédures fiscales « e-Syntax », un outil qui aurait permis d'enregistrer 9 695 télédéclarations et 2 104 ordres de paiement de la part des entreprises pour un montant de plus 76 Mds FCFA (115 M EUR) en 2018.

### **Les opérations statistiques prévues en 2019**

Pour 2019, le Programme statistique national (PSN) prévoit la poursuite d'importantes opérations statistiques : le 5<sup>ème</sup> Recensement général de la population (RGPH), le 2<sup>ème</sup> Recensement général de l'agriculture (RGA), l'enquête sur le cheptel et l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM). Il est également prévu l'organisation de la 5<sup>ème</sup> enquête démographique et de santé (EDS), l'enquête permanente sur les cultures irriguées de saison sèche, et enfin, l'enquête sur les flux et les dépenses touristiques au niveau des postes frontières terrestres. En 2018, le taux d'exécution global des activités initialement programmées dans le PSN 2017 était de 75,5%.

### **Orange Burkina, premier réseau 4G+ du Burkina Faso**

Le 15 janvier, Orange Burkina a renouvelé ses licences d'exploitation du réseau internet mobile 2G et 3G et a également acquis une licence pour la 4G+ par la signature d'une convention portant sur 80 Mds FCFA (122 M EUR). Chacune de ces licences est valable pour une durée de 15 ans.

Orange devient ainsi le 1<sup>er</sup> réseau 4G+ au Burkina Faso. La ministre burkinabè du Développement de l'économie numérique et des postes, Hadja Fatimata Ouattara, a assuré que le gouvernement mettra en place une politique pour permettre aux consommateurs d'avoir des terminaux et téléphones compatibles au réseau 4G.

### **Le Burkina Faso élu membre de l'IRENA**

En marge des travaux de la 9<sup>ème</sup> session de l'assemblée de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) qui s'est tenu du 10 au 13 janvier 2019 à Abou Dhabi, aux Émirats Arabes Unis, le Burkina Faso a été élu à la vice-présidence de l'IRENA pour un mandat de 2 ans (2019-2020). Ainsi, le ministre burkinabè de l'Energie, Bachir Ismaël Ouedraogo, a été désigné vice-président de la 10<sup>ème</sup> assemblée générale de l'IRENA qui se tiendra à Abou Dhabi en janvier 2020.

## **COTE D'IVOIRE**

---

### **Mise en place d'un mécanisme d'anticipation des risques budgétaires émanant des entreprises publiques**

Dans le cadre de la maîtrise renforcée de la gestion budgétaire, le Conseil des Ministres a adopté [un mécanisme d'anticipation devant permettre de réduire significativement les risques budgétaires liés à l'exposition de l'Etat](#), du fait de garanties octroyées et en raison de son statut d'actionnaire de référence en matière de gestion des entreprises publiques. Ce mécanisme, construit sur un ensemble d'indicateurs pertinents infra-annuels, permettra de suivre régulièrement les performances des entreprises en matière de gouvernance. Les indicateurs retenus portent plus précisément sur les prévisions des chiffres d'affaires, les résultats nets, les charges et les investissements réalisés, mais également l'application effective des textes légaux et la mise en œuvre des meilleures pratiques relativement aux organes d'administration et de gestion des entreprises publiques.

### **Installation d'une représentation régionale de la Banque européenne d'investissement (BEI) à Abidjan**

Le Conseil des ministres a adopté un décret relatif à l'établissement de la représentation régionale de la Banque européenne d'investissement en République de Côte d'Ivoire, signé le 18 mars 2016 à Abidjan. L'établissement de la BEI en Côte d'Ivoire vise à rapprocher cette institution bancaire européenne des économies ouest-africaines en vue de contribuer durablement à la dynamique de leur développement économique et social.

### **Mesures fiscales de soutien à la SOTRA**

Le gouvernement ivoirien a annoncé diverses mesures de soutien à la Société des Transports Abidjanais (SOTRA) dans l'annexe fiscale (article 6). A compter de 2019, la SOTRA pourra bénéficier d'un régime d'achat en franchise de TVA et de droits de douane. Le gouvernement entend ainsi favoriser la restructuration de la SOTRA. En effet, la société fait face à une croissance du trafic abidjanais et souhaite continuer à investir dans son outil de production, en dépit de ses contraintes financières.

### **27 M EUR de la KfW pour la centrale solaire de Boundiali**

[Le gouvernement ivoirien a donné son aval pour la ratification de l'accord de prêt par la KfW \(banque allemande de développement\) pour le financement de la centrale solaire de Boundiali](#) (nord de la Côte d'Ivoire) dans le cadre du système d'Echange d'énergie électrique Ouest Africain (EEEOA). D'une capacité de 37,5 MWc, la centrale sera construite sur une superficie de 600 ha et vise une production annuelle de 62 Gigawatt-heure (GWh), capable d'alimenter 30 000 ménages, selon les autorités. Pour rappel, la convention de prêt a été signée en octobre dernier dans le cadre du « Compact with Africa », une initiative de l'Allemagne destinée à promouvoir les investissements privés durable sur le continent africain.

## Les petits exportateurs de cacao en difficulté

[Les petits exportateurs de cacao ont demandé un report de 70% de leurs contrats de livraison pour octobre-décembre 2018 à janvier-mars 2019.](#) L'accès difficile des opérateurs aux moyens de financement de leurs activités sur le terrain du fait de la réticence des banques, et ce, en partie, depuis l'affaire de la liquidation de la SAF-Cacao en serait une première cause. La faible disponibilité des fèves pour les petits opérateurs est aussi invoquée en raison de la présence des 5 sociétés étrangères de négoce (Cargill, Barry-Callebaut, SucDen, Touton, Olam) disposant d'une plus grande capacité financière. [Ces dernières détiennent aujourd'hui 71% des 1,07 Mt de cacao acheminées dans les ports.](#)

## GUINEE

---

### La BID finance la filière riz

Le Président guinéen, Alpha Condé, a présidé la cérémonie d'ouverture de la conférence régionale sur le concept « Waqf » (en finance islamique, don qui est investi et dont les bénéfices générés (sans intérêts) sont reversés dans des programmes humanitaires) le 16 janvier 2019. En marge de ces travaux, un accord de financement de 17,2 M USD a été signé entre la Guinée et la Banque islamique de développement (BID) pour appuyer le secteur rizicole. Le Président du groupe de la BID présent à la cérémonie, a réitéré l'engagement de son institution à aider la Guinée. Selon lui, le financement total de la BID en Guinée dépasse 1 Md USD (contre 873 M USD d'engagements fin 2017).

### Récentes nominations à l'APIP et au Port autonome

M. Namory Camara, précédemment directeur commercial à OAG WORLD WIDE LIMITED à Londres, vient d'être nommé Directeur général de l'Agence de promotion des investissements privés (APIP Guinée). Ce poste était vacant depuis l'entrée de M. Gabriel CURTIS au gouvernement comme ministre en charge des Investissements et du partenariat public privé. Après son limogeage le 14 septembre 2018 à son poste de DGA du Port Autonome de Conakry, Mme Aïssata Aribot vient d'être nommée Directrice générale dudit Port, en remplacement d'Hélène Savané qui a occupé le poste moins de 4 mois.

## MALI

---

### Dakar-Bamako ferroviaire (DBF) en quête de financements (20 Mds FCFA)

DBF souhaite relancer ses activités ferroviaires. Pour ce faire, les deux Etats actionnaires (Mali et Sénégal) devront financer un plan d'urgence de 20 Mds de FCFA. Selon M. Kibily Touré, nouvel Administrateur Général de DBF, il s'agit d'une solution alternative, en attendant la rénovation et la réhabilitation des lignes prévues sur cinq ans. Des discussions auraient été entamées fin novembre 2018 avec la Banque mondiale, afin de valider la pertinence du plan d'urgence. A noter que d'autres partenaires techniques et financiers auraient été approchés dans ce sens.

## MAURITANIE

---

### Coopération : 25 M USD des Emirats Arabes Unies pour financer des micro-projets

Les Emirats arabes unis (fonds Khalifa pour le développement de l'entreprise) ont accordé 25 M USD à la Caisse mauritanienne de Dépôt et de développement (CDD), destinés au financement de micros, petits et moyens projets portés par des femmes notamment en zone rurale. Grâce à ce financement, la CCD pourrait étendre son portefeuille d'encours auprès d'un plus grand nombre de femmes notamment en zone rurale. Le fonds Khalifa consentira par ailleurs un appui technique pour l'accompagnement des projets. Pour mémoire, le fonds Khalifa pour le développement des projets, a été créé en 2007 pour soutenir des petits et moyens projets aux Emirats Arabes Unis et à l'étranger.

## **Appui de la Société financière internationale (SFI) à la Mauritanie**

La Mauritanie recevra une assistance technique et un prêt de 52 M MRU (1,3 M EUR) de la SFI (groupe Banque mondiale) pour soutenir les PME, renforcer le climat des affaires et développer les partenariats public-privé. SFI apportera également des services de conseils aux bénéficiaires afin de leur permettre d'améliorer la gestion des risques et renforcer la gouvernance.

## **NIGER**

---

### **Réforme du cadre juridique des contrats de partenariat public-privé (CPPP)**

L'adoption de la loi n°2018-40 du 05 juin 2018, portant régime des Contrats de Partenariat Public-Privé vise à corriger les insuffisances des textes antérieurs dont notamment la faible implication du ministère des Finances dans le processus de la mise en œuvre des CPPP en modifiant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement de la structure d'appui au partenariat public privé (SAPPP). Pour mémoire, cette structure a pour mission d'appuyer les administrations publiques à l'élaboration, la négociation et le suivi de la mise en œuvre des projets de type partenariat public-privé.

### **Mise en place d'une stratégie de recherche, formation et innovation pour l'agriculture**

Le gouvernement nigérien vient d'adopter une stratégie nationale de recherche, formation et innovation pour l'agriculture sur le moyen et le long terme. Élaborée en cohérence avec l'initiative 3N (« les nigériens nourrissent les nigériens »), cette stratégie nationale s'articule autour de quatre axes : i) les fonctions et les relations entre la recherche, la formation et l'innovation en agriculture ; ii) les domaines de recherche scientifique et la définition des politiques ; iii) le renforcement du cadre institutionnel ; iv) la gouvernance de la recherche, de la formation et de l'innovation en agriculture. Une fois mise en place, cette stratégie permettra notamment, le renforcement de la gouvernance de la recherche agricole, l'accroissement, la diversification et la résilience des systèmes de productions agro-sylvo-pastoraux et halieutiques.

### **Adoption d'une politique pétrolière nationale**

Dans l'optique de faire du secteur pétrolier nigérien un moteur majeur de développement économique et social, le Niger a adopté une politique pétrolière nationale qui doit booster ce secteur d'activité et favoriser une gestion responsable des ressources pétrolières, tout en permettant au pays de mieux tirer profit des retombées financières générées par l'activité pétrolière. Devenu producteur de pétrole en 2011, le Niger a pu découvrir, grâce à l'exploration de son sous-sol par diverses entreprises pétrolières, plusieurs gisements de pétrole notamment dans la zone d'Agadem. La dernière découverte en date est celle de Sipex, filiale internationale de la Sonatrach, dans le bloc de Kafra, à la frontière algérienne. Le Niger produit actuellement 20.000 b/j, mais envisage de produire 110 000 b/j en 2021 et de devenir exportateur de pétrole brut.

### **Démarrage des travaux de réhabilitation de la route Zinder-Tanout sur fonds européens**

Le Président du Niger a procédé, le 13 janvier 2018 à Zinder, au [lancement des travaux de réhabilitation de 138 km de route reliant la ville de Zinder au département de Tanout](#), au sud-est du pays, financés à 100% par l'Union européenne pour un montant de plus de 30 Mds FCFA (52 M EUR). Ce projet doit contribuer à désenclaver les zones de production agro-pastorales, améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base, stimuler et faciliter la mobilité, les échanges économiques et commerciaux (zone pastorale au Nord - zone agricole au Sud), et par conséquent créer de l'emploi pour les jeunes. La réhabilitation du tronçon Zinder-Tanout doit concourir également à la finalisation du grand projet d'axe transsaharien entre Lagos et Alger, soit 9 600 km reliant 6 pays et permettant de faciliter les échanges entre 400 millions d'Africains.



## Ouverture d'une succursale de Coris Bank

Suite à l'agrément délivré en octobre 2018 par la Banque centrale pour exercer au Niger sous forme de succursale, la banque burkinabè Coris Bank International (CBI) va ouvrir une succursale éponyme à Niamey, dotée d'un capital social de 32 Mds FCFA (49 M EUR). De fait, ce n'est pas la première fois que ce groupe bancaire travaille au Niger : en 2010, le groupe bancaire avait repris les parts (35%) détenues par BNP Paribas dans le capital de la BIA-Niger, mais s'était retiré en 2012.

## Le nouvel Ambassadeur de France au Niger a pris officiellement ses fonctions

[Le nouvel ambassadeur de France au Niger, Alexandre Garcia, a présenté ses lettres de créance au Président du Niger le mercredi 16 janvier](#) et a ainsi pu démarrer ses activités officielles à partir de ce jour. Le diplomate français remplace à cette fonction Marcel Escure, arrivé en fin de mission au Niger en décembre dernier. C'est le premier poste d'ambassadeur qu'occupe Alexandre Garcia. Avant de rejoindre le Niger, il était chef du service des conventions, des affaires civiles et de l'entraide judiciaire, à la direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire (DFAE) au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

## SENEGAL

---

### La Banque mondiale accorde un appui budgétaire de 180 M USD au Sénégal

Le ministre de l'Economie, des finances et du plan et la directrice régionale de la Banque mondiale (BM) ont procédé à la signature d'un accord de crédit pour un montant global de 180 M USD. La mobilisation de cet appui budgétaire est subordonnée à la réalisation d'un certain nombre de réformes dans les secteurs de l'énergie et des technologies de l'information et de la communication et de l'économie numérique. Selon la directrice régionale de la Banque mondiale, ce financement constituerait le plus important appui budgétaire jamais consenti par la BM au Sénégal.

### 1 Md EUR investis sur la première phase du TER

Le Président Macky Sall a réceptionné, le 14 janvier, le Train express régional (TER) et a procédé par la même occasion à l'inauguration de la gare ferroviaire de Dakar, en présence du Secrétaire d'Etat Jean-Baptiste Lemoyne. Le TER, dont l'exploitation est contractuellement prévue dans 5 mois, reliera la capitale Dakar à la nouvelle ville de Diamniadio. Il comprend deux lignes de 36 km à écartement standard et fonctionnera en bi-modes (électricité-diésel), avec une capacité de transport de 115 000 voyageurs par jour. Le montant global du projet est estimé à 652 Mds FCFA (soit près d'1 Md EUR), dont 300 M EUR apportés par la France (AFD et Trésor). L'Etat du Sénégal a contribué à hauteur de 142 Mds FCFA (216 M EUR). Une enveloppe de 50 Mds FCFA (76 MEUR) avait été octroyée à destination des 14 465 personnes et entreprises déplacées, à titre de dédommagement.

### La BID finance 108 M USD pour l'agriculture et la promotion de la microfinance islamique

Le ministre de l'Economie, des finances et du plan et le président de la Banque islamique de développement (BID) ont procédé à la signature de 4 accords de financement d'un montant total de 108 M USD. Ces accords concernent (i) le Programme régional de la chaîne de valeur du riz qui contribuera à atteindre l'autosuffisance en réduisant les importations, pour 28 MEUR ; (ii) le Projet de réalisation de pistes rurales, avec un financement de 17 MEUR de la BID, afin de fournir un accès permanent aux services sociaux de base à la population rurale et augmenter les opportunités d'emplois dans la construction de routes ; (iii) la mise en œuvre du Programme national de promotion de la microfinance islamique au Sénégal (PROMISE) pour 52 MEUR, et (iv) une subvention s'élevant à 273 000 USD, pour appuyer la Haute autorité du WAQF en contribuant au renforcement des capacités opérationnelles de la structure et des capacités techniques de son personnel.

## **Octroi d'un prêt concessionnel pour un projet de centrale solaire de 30 MW**

A l'issue de la 9<sup>ème</sup> assemblée générale de l'IRENA (International Renewable Energy Agency) basée à Abou Dhabi, le Togo a réussi à mobiliser 31 M USD de promesse de financement concessionnel, dont 15 M USD pour le projet de centrale solaire photovoltaïque sur le site de Dapaong (extrême Nord du Togo), d'une capacité installée de 30 MW. Un autre financement devra s'ajouter aux 15 M USD pour obtenir le bouclage financier de la centrale, dont la structuration du projet (financement public avec contrat EPC et exploitation par l'Etat togolais ou rétrocession du financement à un producteur indépendant) reste inconnue à ce jour. A noter que l'octroi d'un tel prêt s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique énergétique de l'Etat, qui entend assurer une couverture électrique universelle à l'horizon 2030.

## **Vers un partenaire de référence de la holding TogoCom ?**

TogoCom est une holding créée en juillet 2017 par décret et mandatée pour être la garante et responsable de la performance des deux sociétés d'Etat exerçant dans les communications : Togo Telecom (téléphonie et internet fixes) et Togo Cellulaire (partie mobile). La structure est pour l'heure une holding 100% publique qui détient la totalité du capital social des deux entreprises publiques mais un appel d'offres international vient d'être lancé par le ministère technique pour une ouverture du capital de TogoCom à un opérateur privé, qui deviendra par sa prise de participation un partenaire de référence de la holding. Le retrait du document d'appel d'offres doit se faire avant le 30 janvier 2019, sous réserve que l'opérateur intéressé remplisse les conditions suivantes : (i) nombre d'utilisateurs mobiles et/ou fixe supérieur à 5 millions, (ii) présence en qualité d'opérateur de communications fixe et/ou mobile dans au moins 2 pays et (iii) nombre de kilomètres de fibre optique exploitée supérieur à 1200.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.)	11,4	19,5	0,5	25,6	2,2	13,3	1,7	19,5	4,0	19,3	16,3	8,0	121,3	992,6
<b>Macroéconomie</b>														
PIB (Mds\$)	10,5	14,3	2,0	45,9	2	11,5	1,5	17	5,2	9,5	24,2	5,3	128,6	1 645,3
PIB / Hab (\$)	923	734	3 622	1 791	740	865	852	892	1 310	489	1 485	668	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%)	6,0	5,9	4,3	7,4	5,4	5,8	4,5	5,1	2,5	5,3	7,0	4,7	6,4	3,1
Inflation (%)	2,3	2,0	1,0	1,7	6,2	8,2	2,0	2,5	3,8	3,9	0,4	0,4	1,8	8,6
<b>Finances Publiques</b>														
Déficit public (%PIB)	-4,7	-5,0	-3,1	-3,8	-2,5	-2,2	-2,6	-3,3	0,2	-5,9	-3,5	-3,2	-4,0	-4,2
Dettes publiques (%PIB)	56,8	41,2	130,0	48,8	82,8	40,4	55,3	36,9	96,5	46,3	50,4	75,7	48,3	48,5
Pression fiscale (%PIB)	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays <sup>1</sup>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
<b>Echanges</b>														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers <sup>2</sup> (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) <sup>2</sup>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-11	-9	-9	-5	-13	-21	-4	-7	-16	-16	-8	-9	-8	-3
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
<b>Aspects qualitatifs</b>														
IDH (2018) <sup>3</sup>	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) <sup>4</sup>	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires <sup>5</sup>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / Articles IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map-2017

<sup>3</sup> PNUD - Classement sur 188 pays

<sup>4</sup> Banque mondiale - Classement sur 190 pays

<sup>5</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque